

Réponse à la consultation publique de la CRÉ sur les prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution

Qui sommes-nous ?

HESPUL est une association à but non-lucratif dont l'un des objets et métiers spécifiques est la promotion de la filière photovoltaïque raccordée au réseau que nous avons introduite pour la première fois en France dès 1992, puis activement contribué à développer à travers notamment de nombreux programmes de démonstration de l'Union Européenne.

En outre, à travers notre participation à différents programmes de recherche et de démonstration ayant trait à la thématique des « réseaux intelligents » de niveau national tels que Esprit (avec EDF-R&D et le CEA) et GreenLys (avec notamment ERDF, GEG, GDFSuez) ou européens tels que « Smart Cities » (projet TRANSFORM avec le Grand Lyon et ERDF, projet CITYZEN avec GEG et Atos), nous sommes en contact permanent avec des gestionnaires de réseaux de distribution et des autorités concédantes.

Hespul participe également au comité de concertation des producteurs (CCP) depuis sa création pour y représenter les producteurs photovoltaïques non-professionnels et entretient une relation constante avec ces producteurs à travers son centre ressources sur le photovoltaïque.

Réponses aux questions posées et commentaires

...

C. Demandes d'évolution exprimées par ERDF

4. Prestations « Accompagnement multi-raccordement »

Les aménageurs (publics et privés), les collectivités et certains producteurs peuvent également être intéressés par cette prestation. Par conséquent, cette prestation devrait pouvoir être demandée par ces acteurs.

Les éléments constitutifs de cette prestation « *avant le dépôt du permis de construire* » devrait faire partir de l'offre de base, dans la mesure où ces éléments sont le minimum nécessaire pour mener à bien un projet d'aménagement d'une certaine ampleur à moindre coût global. Le fait que ces éléments soient payants risque d'être rédhibitoire pour certains acteurs en augmentant le volume des pré-études déjà conséquent.

D'autre part, il est essentiel que le raccordement de la production soit anticipé le plus tôt possible par le demandeur et le GRD. Cette prestation doit donc concerner à la fois la consommation et la production. Dans le cas où le producteur n'a encore pas été identifié au moment des discussions avec le GRD (avant et après dépôt de PC), le promoteur doit se porter garant des intérêts des producteurs sur les bâtiments à construire.

...

5. Autres demandes d'ERDF

...

5.3. Prestation « Etude détaillée de raccordement »

Nous proposons de modifier le premier paragraphe proposé par ERDF par (**modifications en gras**):

« La pré-étude de raccordement consiste, à la demande de l'utilisateur, en l'étude d'une **ou plusieurs solution(s)** de raccordement, pour une nouvelle installation ou pour le développement d'une installation existante déjà raccordée, hors contexte d'une procédure de demande de raccordement elle-même ou de modification de puissance souscrite. »

La possibilité de demander l'étude de plusieurs solutions permettront aux producteurs de mieux anticiper le coût de son raccordement, d'ajuster sa puissance à raccorder en fonction des contraintes sur le réseau et/ou de mettre en œuvre une solution adéquate (limitation de puissance, stockage, schéma d'autoconsommation totale, etc.).

D'autre part, la prestation ne devrait pas être proportionnelle au nombre de propositions (différentes puissances souscrites) faites par le demandeur puisque les 2ème, 3ème, ..., nième propositions seront à coût marginal pour le GRD puisque traitées en même temps.

Nous proposons de modifier « Cette prestation est facturée sur devis. » par « **Cette prestation est facturée a producteur selon le barème défini par ERDF.** »

Nous proposons que les GRD établissent un catalogue pour la prestation « étude détaillée de raccordement » qui présente les différentes études possibles en différenciant les « reprise d'études » correspondant à un traitement administratif du dossier (modifications de la marque de l'onduleur, modification de la puissance crête, etc.) et celles correspondant à des études techniques (modifications de la puissance de raccordement, etc.).

Ce catalogue doit aussi présenter les coûts. Dans le cas où le coût est fonction du nombre d'alternatives de raccordement demandées par le producteur, les GRD proposeront un coût fixe et en coût variable proportionnel au nombre de solutions à étudier.

Les demandeurs doivent pouvoir anticiper ce coût de développement et les GRD ont le devoir de trouver une solution de raccordement appropriée pour les installations EnR.

...

D. Création d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux de mener des expérimentations

Question 9: Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?

Oui, cependant, tel que décrit ici, ce cadre apparaît flou : Quel type d'expérimentations pourraient être concernées ? Quel type d'acteurs peuvent en être les demandeurs et conséquemment les maîtres d'ouvrages ?

« Un tel cadre permettrait aux gestionnaires de réseaux, après avoir identifié un nouveau besoin, de pouvoir mener une expérimentation limitée dans le temps. » **Les GRD ne doivent pas les seuls acteurs à pouvoir identifier un besoin et initier une expérimentation.**

Il conviendrait de définir un cadre particulier pour les expérimentations demandées par les AODE. Ces expérimentations pourraient être amenées à se multiplier dans les années à venir avec le développement des PCET et des TEPOS et la mise en place opérationnelle des objectifs EnR définis par les collectivités. Notamment les éléments suivants devraient être explicités :

- Lorsque le GRD initie une expérimentation sur le territoire d'une AODE, l'AODE doit en être informée au plus tôt et pouvoir contribuer au cahier des charges de l'expérimentation dans la

mesure où elle est propriétaire des réseaux de distribution. Ceci permettra notamment de mutualiser certains besoins d'expérimentations et d'études.

- De plus, même si l'AODE n'est pas le commanditaire de l'expérimentation, elle doit avoir un droit de regard sur les coûts proposés par les GRD.

Question 10: Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRÉ pour encadrer ces expérimentations ?

En conséquence, les modifications suivantes sont suggérées (**modifications en gras**):

« En conséquence, la CRE propose que la faculté soit donnée aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations, et qu'elle soit soumise aux conditions suivantes :

- une concertation entre le gestionnaire de réseau et les acteurs de marché concernés, préalablement à toute expérimentation ;
- **une concertation avec l'AODE concernée ou des AODEs concernées lorsque l'expérimentation est à cheval sur plusieurs RPD ;**
- **la possibilité pour l'AODE d'amender le cahier des charges et les coûts de l'expérimentation même si elle n'en est pas le commanditaire ;**
- l'obligation pour le gestionnaire de réseau souhaitant mener une expérimentation de notifier à la CRÉ **et à l'AODE concernée**, préalablement à toute mise en œuvre, en les justifiant, le contenu, une estimation du coût de la prestation **et le nom du commanditaire**, qu'il souhaite expérimenter, **ainsi que les gains attendus pour les acteurs concernés ;**
- **l'obligation pour le gestionnaire de réseau souhaitant mener une expérimentation de justifier à la CRÉ que cette prestations n'est pas déjà financée par le TURPE ;**
- un délai minimum de deux mois entre la réception de la notification du gestionnaire de réseau par la CRÉ et le début de mise en œuvre de l'expérimentation ;
- la faculté pour la CRÉ de s'opposer à la mise en place de la prestation expérimentale **ou de faire une proposition alternative sur le contenu et les coûts** dans ce délai de deux mois ;
- la limitation de la durée de l'expérimentation à deux ans, renouvelable une fois, après accord de la CRE ;
- **la possibilité pour l'AODE de prolonger cette expérimentation sur une durée plus longue si les résultats s'avèrent favorables (et notamment permettant de favoriser l'intégration des EnR au RPD) avec un coût de prestation réduit du fait de la montée en compétence des GRD ;**
- l'obligation d'identifier la prestation concernée comme « prestation expérimentale » lorsque celle-ci est inscrite au catalogue de prestations du gestionnaire de réseau ;
- la transmission à la CRE **et à l'AODE concernée**, au bout de dix-huit d'un retour d'expérience **sur les résultats et les coûts** de l'expérimentation contenant le cas échéant les éléments nécessaires à une tarification.
- **l'impossibilité de breveter au nom du GRD et/ou du commanditaire de l'expérimentation les résultats obtenus** de manière à éviter une concurrence déloyale entre les GRD. »

De plus, nous souhaitons que la CRÉ ait un rôle proactif pour déterminer le coût des prestations, notamment en effectuant un benchmark auprès des GRD, syndicats d'énergie, AODE et, si pertinent, dans d'autres pays européens, pour mettre en regard les coûts présentés par les GRD pour ces prestations expérimentales.